



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 30/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC AUVERGNE Echalier St-Ours

30 Route des Volcans
Charlon
63230 Saint-Ours

Références : 20240426-RAP-63-0442-InspPAPREC_Vs.odt

Code AIOT : 0005600426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement PAPREC AUVERGNE Echalier St-Ours implanté LIEU DIT LA GARE 63230 Saint-Ours. L'inspection a été annoncée le 05/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de plusieurs opérations thématiques : à savoir
- opération régionale coup de point surveillance des rejets acueus
- nationale nationale suivi et trafic DEEE

Elle fait suite à une réclamation concernant des éventuelles nuisances (émissions de fumées et envois de déchets)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC AUVERGNE Echalier St-Ours
- LIEU DIT LA GARE 63230 Saint-Ours

- Code AIOT : 0005600426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise PAPREC AUVERGNE ECHALIER a bénéficié d'un arrêté d'autorisation n° 12/02236 du 13 novembre 2012 modifié par APC n° 15/01621 du 19/11/2015.

Le site est autorisé pour les activités suivantes :

- activité de récupération des métaux,
- centre de VHU (véhicules hors d'usage) et magasin,
- récupération et traitement des déchets banals,
- activité DEEE,
- regroupement et transit de déchets dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 Trafic D3E
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4,3,5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
9	convention de déversement dans le réseau communal	Autre du 25/03/2011, article 5,4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	plainte	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 3,1,1	Demande d'action corrective	0 mois
11	plainte	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 5,1,5 et 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4,2,2	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012 , article 4,2,1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4.3.6.2	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 10,2,1,2	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
12	Suivi PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
13	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 1,4,1	Sans objet
14	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	Sans objet
15	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-43	Sans objet
16	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Sans objet
17	Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé	Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1	Sans objet
18	Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)	Sans objet
19	Respect des exigences de traitement des composants	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (2)	Sans objet
20	Respect de la norme générale sur les standards de traitement	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (4)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
21	Extraction des piles et accumulateurs portables	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)	Sans objet
22	Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra :

- mettre en place un plan d'actions pour respecter les VLE sur les rejets aqueux,
- transmettre la convention renouvelée de raccordement à la STEP,
- prendre les dispositions techniques et organisationnelles pour limiter les envols de déchets,
- prendre les dispositions techniques et organisationnelles pour limiter les éventuelles fumées lors des opérations de découpage des métaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4,2,2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : En séance, l'exploitant a présenté les plans des réseaux eaux usées (EU) et eaux usées EP. Celui-ci a été transmis aux services de l'inspection en date du 12 avril 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012,, article 4,2,1
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon et l'installation d'un dispositif de mesure de débit.
Constats : Le site présente deux points de rejets pour les eaux pluviales et de ruissellement: Rejet 1 : sortie bassin zone de DIB carton, séparateur-débourbeur, bassin de régulation, zone de DIB carton , exutoire réseau d'eau de Beauloup et ruisseau de Sérage

Rejet 2 : sortie bassin zone de traitement ferrailles (en amont un autre bassin permet de renforcer la fonction de décantation), exutoire STEP saint Ours les Roches.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4.3.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.5.2 Aménagement</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement aisé d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les points de prélèvements sont facilement accessibles et sécurisés. En séance, les tampons ont été soulevés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 10,2,1,2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets.</p> <p>Pour les deux points de rejets des eaux pluviales dans le réseau, l'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse de la qualité de ces eaux une fois par trimestre. Les mesures réalisées portent sur les paramètres définis à l'article 4.3.5 précédent.</p> <p>Les prélèvements seront réalisés lors d'épisodes pluvieux significatifs. Pour chaque point de rejet, il sera effectué un échantillon moyen sur au moins 24 heures en fonction du débit de rejet. Le rejet n°1 est équipé d'un point de prélèvement de type canal ouvert (canal jaugeur ou seuil déversoir), permettant l'installation d'une sonde de mesure de débit et d'un préleveur automatique. Au niveau rejet n°2, le préleveur automatique est asservi à la pompe de relevage utilisée pour refouler les eaux du bassin de stockage vers le réseau d'assainissement.</p> <p>Les résultats des analyses doivent être transmis chaque trimestre à l'Inspection des Installations Classées et doivent être accompagnés de commentaires sur les conditions de fonctionnement des installations, et en tant que de besoin, sur les dépassements constatés et leurs causes, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>La fréquence des contrôles peut être augmentée à la demande de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Tous les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pour une période de dix ans.</p> <p>[...]</p>

Constats : la surveillance des rejets industriels respecte la périodicité, pour l'année 2023 (4 analyses dont 1 contrôle inopiné). Les derniers prélèvements ont été réalisés le 3 avril 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4,3,5		
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement		
Prescription contrôlée : les eaux pluviales après traitement doivent respecter avant leur rejet vers le réseau les caractéristiques suivantes :		
<i>Paramètres</i>	<i>Rejet n°1</i>	<i>Rejet n°2</i>
pH	compris entre 6,5 et 8,5	compris entre 6,5 et 8,5
température	< 25 °C	< 25 °C
Couleur (modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange)	< 100 mg/Pt/l	< 100 mg/Pt/l
Matières en Suspension Totales	< 35 mg/l	< 35 mg/l
DBO5 (sur effluent non décanté)	< 30 mg/l	< 30 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	< 125 mg/l	< 125 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l	< 5 mg/l
Azote global	< 30 mg/l	< 30 mg/l
Phosphore total	< 10 mg/l	< 10 mg/l
Chrome	< 0,1 mg/l	< 0,06 mg/l
Cuivre	< 0,5 mg/l	< 0,06 mg/l
Nickel	< 0,5 mg/l	< 0,03 mg/l
Zinc	< 2 mg/l	< 0,5 mg/l
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	< 2 mg/l	< 0,6 mg/l
Plomb	< 0,5 mg/l	< 0,15 mg/l
Manganèse	< 1 mg/l	< 0,5 mg/l
Etain	< 2 mg/l	< 2 mg/l
Fer, Aluminium et composés (Fe+Al)	< 5 mg/l	< 5 mg/l
Cadmium	< 0,1 mg/l	< 0,0015 mg/l
Mercure	< 0,01 mg/l	< 0,001 mg/l
Molybdène	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Cobalt	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Arsenic	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Sélénium	< 0,01 mg/l	< 0,01 mg/l
Constats : Les dernières analyses ont été réalisées le 03/04/2024. Les résultats ne sont pas conformes aux VLE sur l'ensemble des paramètres :		

Dépassement sur la MES :

Rejet 1 : 39 mg/l pour une VLE < 35mg/l

Conforme pour le rejet 2 (20mg/l)

Dépassement sur le molybdène observé en 2023 et 2024 :

Rejet 1 : 0,15mg/l

Rejet 2 : 0,095mg/l

VLE : < 0,1mg/L

Cause des dépassements

Légère hausse des MES, la canalisation de sortie du bassin est très proche du sol. Des matières solides sont donc aspirées vers les pompes de relevage.

La provenance du molybdène est à déterminer.

Mesures correctives envisagées ou réalisées

L'exploitant va réhausser la canalisation de sortie du bassin et mettre une grille devant. Afin d'améliorer les rejets en MES, PAPREC a fait installer 19 paniers dans divers regards. Ces équipements, présentant une maille de 20 mm, fabriqués par la société R.S.T.P, ont été mis en place le 20 décembre 2023.

Le tableau de suivi et l'entretien nettoyage des débourbeurs est présenté en séance (dernier nettoyage du 12/03/2024, et reporting des dates de vérification mensuelle).

Concentration Molybdène

Compte tenu de la diversité des déchets traités sur le centre de tri, l'exploitant explique qu'il est compliqué de déterminer l'origine exacte du molybdène. L'exploitant suppose qu'il provient de l'activité ferraille en raison de résidus d'huile enrichie en molybdène dans certaines pièces métalliques. Pour réduire la teneur en molybdène dans les eaux de ruissellement du rejet n°2 (bassin 6000m3), l'exploitant envisage d'installer des systèmes de couverture des bennes de stockage des moteurs dépollués.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre en place un plan d'actions pour respecter les VLE

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans les dits arrêtés dès lors que les dites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées

ou au préfet.
Constats : L'outil Gidaf est renseigné pour l'année 2023 et début 2024. Les résultats des PFAS devront être reportés dans Gidaf sous 2 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Renseigner les données PFAS sous GIDAF
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le débit de rejet journalier est inférieur à 100m3 -->non soumis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'échantillon a été confié à un laboratoire accrédité COFRAC pour analyses des paramètres.

D'après le rapport consulté, l'échantillon prélevé a été déposé dans une enceinte réfrigérée (+5°C +/-3°C)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : convention de déversement dans le réseau communal

Référence réglementaire : Autre du 25/03/2011, article 5,4
Thème(s) : Risques chroniques, convention
Prescription contrôlée : L'autorisation de déversement des rejets d'eaux pluviales vers le réseau communal
Constats : La convention du 25 mars 2011 autorise le déversement des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement. Celle doit être renouvelée tous les 3 ans. Le dernier courrier présenté en séance de renouvellement date de 23 janvier 2014. L'exploitant devra se rapprocher de la mairie pour renouveler la convention. Il devra transmettre le courrier de demande sous 6 mois
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre la convention renouvelée
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : plainte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 3,1,1
Thème(s) : Risques chroniques, émissions de fumées
Prescription contrôlée : Article 3.1.1 - Dispositions générales Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à réduire la pollution de l'air à la source, limiter les émissions à l'atmosphère de fumées, poussières ou de gaz en quantités susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, des opérations d'oxycoupage sont effectuées en extérieur. Les émissions de fumées sont limitées dans le cas présent au regard de la taille des pièces métalliques et des conditions météo pluvieuses. L'exploitant a exprimé sa volonté de communiquer auprès de la mairie et des proches riverains sur ses activités. Un modèle de courrier d'information daté du 28 mars 2024, explique la nature d'activité de découpe de ferraille sur le site (cisaillage et oxycoupage). Ce courrier va être adressé aux riverains les plus proches. Une visite d'information au public sera également proposée.</p> <p>Sur l'activité d'oxycoupage, Rubrique 4527 à déclaration < 200t d'oxygène : l'exploitant déclare 8,7 tonne le jour de l'inspection (pour 10 tonne autorisées dans l'APC de 2015).</p> <p>A l'avenir, la découpe des pièces volumineuses seront réalisées sur le lieu de collecte, si possible. En cas d'apparition de fumées, l'exploitant arrosera les pièces pour limiter la propagation des fumées. Les conditions météorologiques défavorables (vent) seront prises en compte.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Prendre les dispositions techniques (contrôle de la vitesse de coupe, nettoyage régulier de la surface de coupe et organisationnelles pour limiter les émissions des fumées lors des opérations de découpage.</p> <p>Préciser la nature et typologie des pièces métalliques à découper (composition, nature du revêtement, contaminants éventuels...) et prévoir le cas échéant le retrait préalable des revêtements ou contaminants présents sur le métal avant de commencer la découpe.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : dès réception du rapport</p>

N° 11 : plainte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 5,1,5 et 6
Thème(s) : Risques chroniques, Envols
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5,1,5 Conception et exploitation des installations internes de traitement de déchets</p> <p>Les conditions de stockage des déchets, avant leur valorisation ou leur élimination, doivent permettre de limiter les risques d'incendie et les risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols de poussières et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés. Il est interdit de déposer des résidus sur les aires d'attente ou de circulation. Les voies de circulation doivent être dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation</p> <p>5,1,6 . Transport des déchets</p> <p>Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à limiter les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a prévu de délocaliser (à échéance 6 mois) deux alvéoles de déchets DIB (plastiques légers,...) actuellement situées en extérieur. Des filets limitent les envols sur la zone.</p> <p>Une convention existe pour sensibiliser les chauffeurs de camions bennes ouverts sur l'obligation de mettre une bâche. Une réunion de rappel a lieu le 18 janvier 2024 sur les obligations de la procédure de bâchage et débâchage des camions, gestion des déchets non autorisés et la vidéosurveillance. Une vingtaine de chauffeurs a participé aux deux sessions de réunions (feuille d'émargement consultée en séance).</p> <p><u>Mettre en place un plan d'actions pour limiter les envols des déchets :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - mesures immédiates : sensibilisation et contrôle du bâchage des camions; - mesures organisationnelles : déplacement de 2 alvéoles DIB à l'intérieur d'un bâtiment de stockage - mesures curatives : rondes pour ramasser les éventuels déchets en périphérie du site lors des journées venteuses; un registre de suivi est à mettre en place avec une périodicité minimale de contrôle - mesures d'échange et d'information avec la Mairie : formaliser une procédure d'échange avec la Mairie (contact et tél bien identifié en cas de réclamation)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Suivi PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, analyses PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation</p> <p>I. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :</p> <p>Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté 9 mois (mars / avril/ mai 2024) soit avant le 28 mars 2024</p>
<p>Constats :</p> <p>La 1ere campagne sur les PFAS a été réalisée. Le prélèvement a eu lieu le 26/03/2024. Les rapports</p>

d'analyses relatifs aux premiers résultats (28 paramètres analysés pour les 2 points de rejets) ont été transmis le 12 avril 2024. La saisie sous Gidaf reste à faire (celle-ci est mutualisée avec d'autres sites PAPREC).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : voir constat : renseigner Gidaf
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 1,4,1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Classification de l'installation contrôlée
Prescription contrôlée : L2711-2 D <1000m3
Constats : Le tonnage annuel de DEEE est 4964 tonnes pour l'année 2023. La quantité de déchets DEEE présente sur site est inférieure à 1000m3 (donnée exploitant : 400 m ³ à la date du 9/04/2024)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant utilise Trackdéchets pour l'édition des BSD dématérialisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-43
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Prescription contrôlée :

<p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.</p> <p>Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la Défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la Défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Consultation de plusieurs BSD en séance par le biais de Trackdéchet. Ceux-ci n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Contrat avec un éco-organisme

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p>

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

L'exploitant a transmis le contrat avec l'organisme ECOSYSTEM. Le contrat précise les obligations des différentes parties et les prescriptions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement doit prévoir au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">– que les producteurs ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté et les producteurs adhérents des éco-organismes agréés aient accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat, dont disposent les opérateurs de gestion des déchets, afin que ces producteurs puissent prendre en compte dans la conception et la fabrication de leurs équipements les difficultés relatives à la gestion des déchets qui en sont issus, conformément aux dispositions de l'article R. 543-176 du code de l'environnement ;- les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé ou le producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;– que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés ou les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;– les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les écoorganismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés au-delà des exigences réglementaires ;– le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées. <p>Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement prévoit que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, avec le nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.</p>
Constats :

Les obligations respectives de l'opérateur PAPREC et ECOSYSTEM sont renseignées. Les prescriptions techniques générales, de logistique et la charte de confidentialité sont mentionnées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques font l'objet d'une extraction de tous les fluides et du traitement suivant :</p> <p>Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout déchet d'équipements électriques et électroniques condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 2 février 1987 visé par le présent arrêté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ; -piles et accumulateurs ; -cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés ; -cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur ; -matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ; -déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ; -tubes cathodiques ; -chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC) ; -lampes à décharge ; -écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ; -câbles électriques extérieurs ; -composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ; -composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ; -condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur > 25 mm, diamètre > 25 mm ou volume proportionnellement similaire). <p>Les substances, préparations et composants précités doivent être éliminés ou valorisés conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non concerné : pas d'extraction et traitement sur le site</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Respect des exigences de traitement des composants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (2)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des exigences de traitement des composants
Prescription contrôlée : Les composants ci-après de déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être traités de la manière indiquée ci-dessous : -tubes cathodiques : la couche fluorescente doit être enlevée ; -équipements contenant des gaz préjudiciables à la couche d'ozone ou présentant un potentiel global de réchauffement climatique supérieur à 15, présents par exemple dans les mousses et les circuits de réfrigération. Ces gaz doivent être enlevés et traités selon une méthode adaptée. Les gaz préjudiciables à la couche d'ozone doivent être traités conformément au règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ; -lampes à décharge : le mercure doit être enlevé.
Constats : Non concerné L'exploitant possède une activité de regroupement des DEEE. Les activités de démontage et extraction des composants ne sont pas réalisées sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Respect de la norme générale sur les standards de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (4)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect de la norme générale sur les standards de traitement
Prescription contrôlée : Les installations de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques respectent la norme générale sur les standards de traitement NF EN 50625-1 " Exigences générales du traitement " (WEEE General Treatment Requirements) du 4 juillet 2014.
Constats : Non concerné, pas de traitement sur site
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Extraction des piles et accumulateurs portables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Extraction des piles et accumulateurs portables
Prescription contrôlée : Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 1 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.

Constats : pas de démontage ou extraction
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraissseurs. -couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : -la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ; -l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ; -l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).
<p>Constats :</p> <p>Les DEEE sont principalement stockés à l'abri dans un bâtiment, regroupés par typologies de DEEE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite